

PUBLIE LE

17 OCT. 2025

VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 2 OCTOBRE 2025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

30 SIGNATURE D'UN AVENANT A LA CONVENTION VILLE DE ROUEN/PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME POUR LA TRANSMISSION DEMATERIALISEE DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE

PRESENTS : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVY, M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE (représentée par Mme Christine de CINTRE après son départ de la séance à 16 h 56), M. Manuel LABBE, Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par M. Abdelkrim MARCHANI après son départ de la séance à 17 h 16), Mme Elizabeth LABAYE, M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, Mme Sarah VAUZELLE, M. Nicolas ZUILLI, Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY, M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Jean DE BEIR, M. Yves SORET, Mme Françoise LESCONNEX (représentée par M. Jean DE BEIR jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 25), M. Kader FEHIM (représenté par M. Kader CHEKHEMANI après son départ de la séance à 14 h 52), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par Mme Régine GOMIS jusqu'à son arrivée en séance à 15 h 51), Mme Claire GUEVILLE, M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET, Mme Christine de CINTRE, M. Abdelkrim MARCHANI, M. Thibaut DROUET (représenté par Mme Sarah VAUZELLE après son départ de la séance à 15 h 56), Mme Zohra AMIMI, Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU (jusqu'à son départ de la séance à 15 h 51), M. Adrien NAIZET, M. Samuel de GENTIL-BAICHIS, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ, Mme Louisa MAMERI (à partir de 14 h 20), M. Franck-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (à partir de 15 h 33), M. Bruno DEVAUX, Mme Hayet ZERGUI, M. Pierre-Antoine SPRIMONT, Mme Marine CARON, Mme Marie BERRUBÉ, Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Mme Samira HADDOUCHE, M. Kalminthe GOMIS, Mme Régine GOMIS, Conseillers Municipaux.

REPRESENTES : Mme Laura SLIMANI (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVY), M. Frédéric MARCHAND (représenté par Mme Fatima EL KHILI), M. Cyrille MOREAU (représenté par M. Stéphane MARTOT), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par M. Adrien NAIZET), Mme Marie DESBORDES (représentée par M. Matthieu de MONTCHALIN), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par M. Manuel LABBE), M. Nicolas LEVARAY (représenté par M. Samuel de GENTIL-BAICHIS).

ABSENTS : Mme Marie ATINAULT, Mme Sophie CARPENTIER, M. Guillaume CHAROULET.



VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 2 OCTOBRE 2025

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

30 SIGNATURE D'UN AVENANT A LA CONVENTION VILLE DE ROUEN/PREFECTURE DE LA SEINE MARITIME POUR LA TRANSMISSION DEMATERIALISEE DES ACTES SOUMIS AU CONTROLE DE LEGALITE

MESDAMES, MESSIEURS,

La Ville de Rouen procède à la télétransmission par voie dématérialisée des actes soumis à l'obligation de transmission au Représentant de l'Etat dans le cadre du Contrôle de légalité, selon des modalités définies contractuellement avec le Représentant de l'Etat.

Cette convention précise notamment la nature et les caractéristiques des actes transmis par la voie électronique, les engagements respectifs de notre Collectivité et du préfet pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission ainsi que le nom et les coordonnées du tiers de télétransmission.

Par délibération en date du 27 mai 2011, le Conseil Municipal a décidé d'adhérer à la plateforme de télétransmission mutualisée portée par le Département de la Seine-Maritime qui a obtenu l'homologation du ministère de l'Intérieur en qualité de tiers de télétransmission.

La Ville de Rouen envisage de simplifier le processus d'élaboration des délibérations et d'aboutir à une dématérialisation complète des flux.

La Métropole Rouen Normandie ayant adhéérée auprès de l'Association des Développeurs et des Utilisateurs de Logiciels Libres pour les Administrations et les Collectivités Territoriales (A.D.U.L.L.A.C.T.) en tant qu'organisme mutualisant, celle-ci lui permet l'utilisation de logiciel et d'outils produit par cette association et notamment la gratuité du service de télétransmission.

Suite à la mutualisation des directions des Systèmes d'Information de la Ville de Rouen et de la Métropole actée par la délibération en date du 11 avril 2024, et dans un souci de convergence des outils et des pratiques, il vous est proposé de modifier la convention intervenue avec le Représentant de l'Etat dans le Département par la voie d'un avenant afin de modifier le nom et les références du dispositif homologué pour la télétransmission.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir autoriser la signature de l'avenant numéro 3.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport d M. Mathieu de MONTCHALIN, Adjoint,

VU :

- Le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses article L.2131-2 et R.2121-2-A,

- La délibération du Conseil Municipal en date du 24 janvier 2014 autorisant M. le Maire à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission des actes administratifs soumis au contrôle de légalité avec la Préfecture de la Seine-Maritime,



- Les délibérations du Conseil Municipal en date du 2 octobre 2017 et du 28 janvier 2019 autorisant M. le Maire à signer un avenant à la convention conclue le 13 mars 2014 avec la Préfecture pour la transmission électronique des actes,

- La délibération du Conseil Municipal en date du 11 avril 2024 qui acte la mutualisation des Directions des Systèmes d'Information de la Ville de Rouen et de la Métropole Rouen Normandie.

- Le projet d'avenant numéro 3.

CONSIDERANT :

- Que la Ville de Rouen a conclu une convention avec le Représentant de l'Etat dans le Département pour procéder à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité,

- Que cette convention mentionnait notamment le nom et les coordonnées du dispositif homologué par le ministère de l'Intérieur pour la télétransmission des actes au Contrôle de légalité,

- Qu'en conséquence de la simplification du processus de dématérialisation, la Ville de Rouen devra recourir à un nouveau dispositif homologué de tiers de télétransmission,

- Qu'il convient, dès lors, de modifier par la voie d'un avenant la convention conclue avec le Représentant de l'Etat.

APRES EN AVOIR DELIBERE :

1.- approuve les termes de l'avenant à la convention relative à la transmission dématérialisée des actes soumis au Contrôle de légalité conclue avec le Préfet tel que joint en annexe de la délibération,

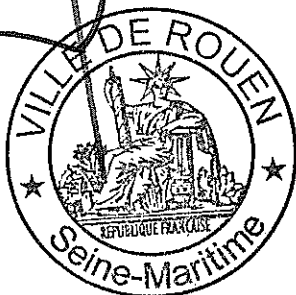
2.- autorise M. le Maire ou l'élu délégué à signer l'avenant.

La délibération votée à 16 h 38 est adoptée à l'unanimité.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



M. le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

De même, en cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Télérecours Citoyens » à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

076-217605401-20251017-30D-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 17/10/2025
Publication : 17/10/2025

Pour l'autorité compétente par délégation

